

# «Risque pour les générations futures»? Le Pérou affronte Pfizer au sujet de l'immunité juridique de Big Pharma pour les effets secondaires du vaccin

Par

**Jonathan ExoPortail**

-

janvier 7, 2021

2



**Le ministre de la Santé du Pérou a déclaré mardi au Congrès péruvien qu'une «controverse» s'était développée au sujet d'une exonération de responsabilité dans les négociations avec Pfizer Inc. sur les vaccins COVID-19, selon Reuters.**

La ministre de la Santé, Pilar Mazzetti, a déclaré aux législateurs qu'elle était «en contact permanent» avec Pfizer depuis juillet. Elle n'a pas été en mesure

d'élaborer en profondeur en raison d'un accord de confidentialité avec la multinationale pharmaceutique américaine. Mais elle a déclaré que des différends contractuels se sont matérialisés en décembre.

**«Avec Pfizer, il y a certains détails sur lesquels il n'y a pas d'accord», a déclaré Mme Mazzetti. Elle a ajouté que «cela concerne les prix et le calendrier de livraison» ainsi que «la renonciation à des éléments importants tels que ... l'immunité juridictionnelle».**

**«Il est vrai qu'on a besoin du vaccin, mais il est également vrai qu'il y a des aspects liés à des aspects de notre souveraineté que le pays doit protéger ... cela a à voir avec le risque pour les générations futures», a-t-elle déclaré.**

«Nous espérons que la controverse sera résolue afin que nous puissions déterminer quand le vaccin arrivera», a-t-elle déclaré aux législateurs.

Mazzetti a déclaré que **l'accord pour que Pfizer fournisse au pays 10 millions de doses de vaccin fin novembre est bloqué** parce que certaines clauses de l'accord doivent être examinées plus avant pour déterminer si elles sont conformes à la loi péruvienne.

D'autres pays d'Amérique du Sud ont fait part de préoccupations similaires à propos des exonérations de responsabilité avec Pfizer, notamment l'Argentine et le Brésil.

Mardi, les responsables de la Banque mondiale ont déclaré qu'ils travaillaient avec les gouvernements pour résoudre la «*question de l'exonération de responsabilité*». Ils ont déclaré que c'était l'un des plus grands obstacles à la signature d'accords de fourniture de vaccins.

En août, un cadre supérieur d'AstraZeneca, le deuxième plus grand fabricant de médicaments de Grande-Bretagne, a déclaré à Reuters que sa société était protégée contre toute action en justice si le vaccin de la société entraînait des effets secondaires dommageables.

Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, a récemment exprimé son inquiétude quant aux exonérations de responsabilité légale des grandes entreprises pharmaceutiques, en déclarant : **«il est tout à fait clair qu'elles ne sont responsables d'aucun effet secondaire. Si vous devenez un alligator, c'est votre problème».**

**Le fait que les grandes entreprises pharmaceutiques se déchargent de leur responsabilité pour les traitements précipités contre les coronavirus est alarmant et a certainement été le frein à la distribution des vaccins de Pfizer en Amérique du Sud.**

### **Ajouts :**

**les grandes entreprises pharmaceutiques seront exemptées de poursuites en justice pour responsabilité liée au vaccin COVID-19 dans la plupart des pays :**

Un cadre supérieur d'AstraZeneca, le deuxième plus grand fabricant de médicaments de Grande-Bretagne, a déclaré à Reuters que sa société venait de se voir accorder une protection contre toute action en justice si le vaccin de la société entraînait des effets secondaires préjudiciables. Des responsables européens ont déclaré à Reuters que la responsabilité du fait des produits était une discussion importante pour obtenir de nouveaux vaccins de Pfizer, Sanofi et Johnson & Johnson. Quant aux États-Unis, eh bien, en ce qui concerne le cadre juridique relatif aux vaccins, la Food and Drug Administration (FDA) américaine dispose déjà d'une loi appelée «*Public Readiness and Emergency Preparedness (PREP) Act*», qui offre une immunité aux fabricants de vaccins si quelque chose tourne mal. AstraZeneca et de nombreuses grandes entreprises pharmaceutiques américaines ont mis les vaccins COVID-19 sur le marché à toute vitesse, les gouvernements leur accordant l'immunité si le vaccin a des effets secondaires, ce qui donne à penser que les élites des entreprises et les autorités de réglementation gouvernementales ont très peu confiance dans ces médicaments : <https://exoportail.com/les-grandes-entreprises-pharmaceutiques-seront-exemptees-de-poursuites-en-justice-pour-responsabilite-liee-au-vaccin-covid-19-dans-la-plupart-des-pays/>

### **Comment surseoir à la vaccination : comment défendre ses droits :**

Mais sommes-nous vraiment obligés de vacciner ? Certes, personne ne manquera de rappeler il y a des obligations vaccinales en France. Mais on oublie trop souvent que nous avons aussi des lois qui protègent nos libertés individuelles. Et elles sont en totale contradiction avec les lois d'obligation. D'un côté, des lois d'obligation, de l'autre, des lois garantissant vos libertés fondamentales. A la lecture de toutes les lois actuellement en vigueur, on voit bien qu'il y a un problème. La méconnaissance de ces lois nous pénalise au quotidien. Sans compter la propagande et la pression exercée sur les récalcitrants. Tout est fait pour convaincre, non pour s'interroger. La question demeure : Comment faire valoir ses droits ? Ce document propose de vous donner les clés pour y arriver. Plusieurs approches sont possibles. Et l'une n'exclue pas l'autre, beaucoup se complètent

: <https://exoportail.com/comment-surseoir-a-la-vaccination-comment-defendre-ses-droits/>

**Source :** <https://www.rt.com/news/511635-peru-pfizer-legal-immunity/>  
et <https://www.zerohedge.com/covid-19/peru-slams-pfizer-over-legal-immunity-covid-vaccine-side-effects>